

EXPRESSION DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

Stop aux fake news !

Nous n'entendons plus depuis plusieurs semaines notre opposition s'émouvoir sur le déploiement de la fibre optique sur notre commune. Pourtant, nos charmants opposants, à longueur de mois et d'articles durant le mandat, se révoltaient sur le fait que notre majorité ne défendait pas l'intérêt des Saint-Briciens par rapport à des communes proches comme Piscop.

Or, comme vous pouvez désormais le constater, la fibre optique se déploie partout sur notre ville. Vous pouvez voir l'opérateur Orange et même Bouygues vous proposer leurs offres.

Le déploiement avait été prévu au niveau de notre Communauté d'agglomération, avec Orange – maître-d'œuvre des travaux –, de favoriser les communes n'ayant pas accès à un réseau 4G comme Piscop. Dans la période actuelle, un petit peu de compréhension et de solidarité ne fait pas de mal !

Avec un an d'avance sur l'agenda prévu par Orange, la ville sera raccordée.

Aujourd'hui, nous posons une question simple : pourquoi notre opposition n'attaque-t-elle plus sur ce sujet ? Il est facile de faire passer des fausses informations, d'inquiéter, de créer de la colère, c'est toujours beau à l'oreille. Mais le résultat est là. Nous vous avons toujours dit la vérité, en toute transparence, sur tous les sujets : la preuve en est avec le déploiement de la fibre optique.

Il est dangereux dans un but purement électoraliste de créer de l'inquiétude et de propager des fake news !

Saint-Brice mérite bien mieux... et nous en sommes tout à fait conscients.

**Alain Lorand
et la majorité municipale**

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ
DES COMPTES RENDUS DES
CONSEILS MUNICIPAUX SUR



EXPRESSION DES CONSEILLERS N'APPARTENANT PAS À LA MAJORITÉ MUNICIPALE

(Article L2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales qui limite le contenu du bulletin à la diffusion d'informations « sur les réalisations et la gestion du conseil municipal... »).

Le droit à la parole...

Les contestations de novembre et décembre ont révélé, au-delà des nombreuses revendications et inquiétudes, une crise sérieuse de la démocratie représentative et participative en France. À Saint-Brice, c'est bien la capacité de décider, d'amender, d'abroger, d'être associés aux décisions qui impactent leur quotidien que réclament les usagers. En effet, la crise de notre système politique et le discrédit de la parole des responsables politiques doivent être pris en compte et se traduire par davantage de participation à la vie locale. Le fossé entre les élus et les administrés est trop important pour ne pas répondre aux attentes légitimes de nos concitoyens. L'apparition de nombreux réseaux sociaux exprimant des critiques en sont une illustration flagrante et donnent cours, tel un exutoire, à des règlements de comptes stériles et attaques de personnes sur Internet.

Or, comment répondre à ce désir de démocratie sinon par l'instauration de **référendums d'initiatives locales** pour entendre, écouter les administrés et les associer aux choix concernant l'environnement, l'urbanisme, l'économie, la culture, le numérique, la politique éducative, le sport, les modes de garde, la fiscalité locale, la sécurité, les transports... Il y a donc une véritable exigence de démocratie plus directe qu'il faut initier et expérimenter à travers la création de comités de quartier que nous proposons. Mais aussi, une urgence à faire respirer la démocratie pour irriguer, enrichir le débat démocratique, combler les failles des processus actuels et rompre avec la « verticalité » du pouvoir.

Par delà les doléances exprimées, les élus locaux ne peuvent que trouver un écho favorable auprès de la population qui, régulièrement consultée, renforcera la légitimité des décisions prises pour la ville.

L'intérêt général exige, avant d'entériner des décisions unilatérales impactant l'environnement et la qualité de vie des habitants au sein de l'assemblée délibérante, que les élus soient en capacité d'organiser des concertations au travers d'instances tels les conseils citoyens à structurer en véritables lieux de débats démocratiques.

**Didier Arnal, Nicole Chalard, Marc Guyot,
Michel Moha, Frédérique-Jeanne Besson,
Maxime Yabas (Bien vivre à Saint-Brice)**

Le manque de médecins : une catastrophe sanitaire et sociale

La pénurie de médecins généralistes et spécialistes est devenue en France un très grave problème qui touche également le Val d'Oise. Notre département compte environ 1 200 praticiens contre près de 1 900 il y a dix ans et l'Agence Régionale de Santé (ARS) mentionne que 46 % des généralistes partiront en retraite au cours des dix prochaines années.

Un nombre croissant de Val d'Oisiens ne dispose plus d'un véritable accès aux soins pourtant obligatoire et ne bénéficie pas de la prise en charge optimale de la Sécurité Sociale car de très nombreux médecins généralistes ne peuvent plus accepter de nouveaux patients.

Saint-Brice n'échappe pas non plus à cette situation. Le plan 2018 de l'ARS place d'ailleurs notre commune en « Zone d'Action Complémentaire », permettant aux médecins venant s'installer sur notre territoire de bénéficier d'aides de l'état à l'installation. Mais ces aides sont insuffisantes ! Nos médecins généralistes déjà installés qui, par exemple, exercent en immeuble ne peuvent pas procéder aux aménagements nécessaires à la mise aux normes d'accessibilité.

Il est de notre responsabilité d'évaluer de chercher des solutions alternatives pour garder nos médecins et permettre l'installation de nouveaux praticiens. Maison médicale ? Location de locaux communaux ? Des solutions existent mais un diagnostic complet doit être réalisé afin d'avoir une vision précise de l'offre de soin actuelle à Saint-Brice mais aussi d'avoir une projection pour les années à venir en tenant compte des départs en retraite, des mises aux normes des locaux (...). Doit venir ensuite une concertation avec le corps médical pour déterminer la politique à mener pour permettre à toutes et tous un accès aux soins.

Isabelle Burger, Cyril Delmas, Eliane Ganipeau, Jean-Luc Germain, Virginie Henneuse, Jean Mazouz, Janet Yalcin (Une Énergie Nouvelle à Saint-Brice)